

JU CHUL KI

Président, Overseas Koreans Foundation ; Ancien secrétaire principal aux Affaires étrangères et à la sécurité nationale auprès du président de la République de Corée

Jim HOAGLAND

Nous passons à présent à la péninsule coréenne, avec M. Ju Chul Ki, diplomate de carrière de Corée du Sud, et encore récemment Conseiller à la sécurité nationale auprès de la présidente Park.

JU Chul Ki

Dans le cadre de mon intervention, je voudrais souligner trois domaines majeurs. Premièrement, le danger de prolifération des armes de destruction massive (ADM). Des avertissements ont été lancés à l'occasion de ce forum, y compris lors de la précédente session, au sujet de la menace nucléaire nord-coréenne. La prolifération des ADM, notamment des armes nucléaires, est la plus grande menace pour la paix et la stabilité dans le monde à l'heure actuelle. Celle-ci pourrait déclencher une guerre nucléaire. À moins de mettre un terme à l'ambition nord-coréenne de devenir un état doté d'armes nucléaires ou d'inverser la tendance d'ici un ou deux ans, il existe un réel danger de prolifération nucléaire.

La communauté internationale a pris des mesures par le biais des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies pour obliger la Corée du Nord à accepter la dénucléarisation. Le monde entier doit coopérer pour obtenir des résultats tangibles, sinon un plus grand nombre de pays pourrait se tourner vers le nucléaire pour se protéger de la menace nord-coréenne. Cela signifierait la fin du régime de non-prolifération, et donc de la raison d'être du TNP, voire même de l'AIEA. Les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU doivent assumer la responsabilité principale de l'arrêt de la prolifération, car il leur incombe de préserver la paix et la stabilité du monde, et ils disposent du mandat pour ce faire. Ils jouissent du droit de veto et de plus d'autorité pour y parvenir. Il leur faut dépasser les querelles politiques et cesser de se préoccuper de realpolitik. Dans l'idéal, ils doivent, cette fois-ci, faire preuve d'unité pour résoudre la question nucléaire nord-coréenne, sans quoi le monde deviendra beaucoup plus chaotique et imprévisible. Le monde doit s'unir pour pousser la Corée du Nord à changer de cap et à revenir à la table des négociations. La question des droits de l'homme en Corée du Nord doit également être abordée avec force et faire l'objet d'un suivi. Nous avons besoin d'un plan global pour résoudre la crise nucléaire nord-coréenne. En effet, lorsque la Corée du Nord reviendra à la table des négociations et aura mené à bien sa dénucléarisation totale, il faudra suffisamment de mesures compensatoires pour l'aider à bâtir son économie, en plus d'assurer sa propre survie.

Nous appelons de nos vœux des progrès concrets dans le cadre de la visite qu'effectue actuellement le président Trump en Asie de l'Est. Nous avons besoin d'une résolution pacifique, pas d'une guerre. Nous, les Coréens, avons trop souffert des différentes guerres au cours du dernier millénaire. Nous devons faire preuve de courage et de détermination pour faire face à la menace nord-coréenne, mais le moment venu, lorsque les conditions seront réunies, nous ne devons pas avoir peur de discuter avec le dirigeant nord-coréen.

Je pense que l'accord nucléaire iranien doit être maintenu. Une autre solution paraît difficile à envisager. J'espère, à titre personnel, que le Congrès américain va se prononcer sur la question.

L'émergence d'un autre état nucléaire doit être empêchée au nom de l'humanité. Les partenaires européens doivent exercer une pression constante sur la Corée du Nord pour l'exhorter à abandonner ses programmes d'armes nucléaires, et faire profiter la Chine et la Russie de recommandations et de conseils précieux en vue de trouver une solution à la crise actuelle.

Promouvoir davantage la structure de sécurité de l'Asie du Nord-Est est une nécessité. En Asie de l'Est, les tensions dépassent la péninsule coréenne, et il existe le fameux paradoxe de l'Asie du Nord-Est, en ce sens que l'on y observe une performance économique et un partenariat satisfaisants entre les pays locaux, mais que la région manque d'un mécanisme permanent de coopération sécuritaire. Chaque fois qu'il y a un problème de voisinage, nous devons nous rendre en Asie du Sud pour en discuter. L'Asie du Nord-Est est la seule région qui ne dispose pas d'un mécanisme de

dialogue sécuritaire : un mécanisme de sécurité régionale sur-mesure devrait y être installé. Lorsque la Corée du Nord aura renoncé à ses ambitions nucléaires, elle pourra également rejoindre le processus visant à assurer sa survie. Une réunion annuelle au niveau des ministres délégués, ainsi que divers réseaux se réunissant pour discuter de questions qui relèvent d'un ordre du jour souple, telles que le changement climatique, la sécurité nucléaire et la gestion des catastrophes, etc., existent déjà entre les principaux partenaires. Nous avons besoin de dirigeants éclairés et de réseaux d'intellectuels influents pour parvenir à la prévention des conflits et à une coopération de haut niveau dans cette région du monde. Nous devons éduquer les populations pour qu'elles embrassent cette cause. L'Europe ayant montré un bon exemple en la matière, nos amis européens peuvent continuer à nous montrer la voie vers une coopération régionale renforcée.

Mon deuxième point concerne le danger que représente l'affaiblissement des fondements de la démocratie, et la manière dont nous devons y remédier. Après la chute du mur de Berlin, la victoire totale de la démocratie a suscité l'euphorie. Mais après le Printemps arabe, la propagation de la démocratie a semblé vaciller, comme nous l'avons évoqué pendant notre session. À l'heure où le nouveau gouvernement américain donne davantage la priorité à sa politique de « l'Amérique d'abord », l'affaiblissement du soutien en faveur de valeurs internationales éveille des inquiétudes. Les valeurs universelles pourraient, par conséquent, se voir refoulées au second plan dans le monde entier. Au cours de nos discussions sur le commerce international et les investissements dans l'économie, certaines propositions ont été faites pour relever les défis actuels du multilatéralisme, notamment l'OMC, etc. Nous devons cultiver les valeurs internationales, et j'espère que les pays modérés, et peut-être les pays intermédiaires, vont s'efforcer de défendre ces valeurs internationales. À cet égard, l'Europe doit continuer à jouer un rôle de premier plan. L'Europe doit défendre les valeurs internationales pendant que les États-Unis mettent de l'ordre dans leurs affaires, et les pays d'Asie de l'Est doivent travailler ensemble à sauvegarder ces mêmes valeurs. La Corée du Sud et le Japon doivent surmonter leurs différences passées et œuvrer ensemble dans cette direction. Le Canada et l'Australie peuvent également intervenir. De même, d'autres pays modérés, comme notre pays hôte, sont en droit de faire entendre leur voix au lieu de rester passifs. Les pays partageant la même vision peuvent mettre leur sagesse et leurs idées créatives au service de la résolution des problèmes que nous connaissons actuellement dans de nombreux domaines, y compris le changement climatique et la mise en œuvre des ODD. La Chine est appelée à jouer un rôle majeur au sein de la cause internationale et, à ce titre, nous ne devons pas avoir peur d'échanger avec elle.

Le troisième point que je souhaite évoquer, c'est le potentiel d'une nouvelle coopération tripartite et le partage de la gouvernance mondiale. En dehors de l'Europe et des États-Unis, la Chine, le Japon et la Corée du Sud jouent un rôle croissant dans l'aide aux investissements étrangers en Afrique. De la même façon, les pays d'Asie du Nord-Est sont en mesure de participer pleinement à la gouvernance mondiale et à l'aide au développement. Il serait bon que les pays d'Asie du Nord-Est développent encore davantage leur communication réciproque et la coordination de leurs politiques. Par le passé, l'idée d'une structure de gouvernance trilatérale réunissant les États-Unis, l'Europe et le Japon avait été évoquée, comme l'a rappelé Brzezinski il y a une dizaine d'années environ. On pourrait désormais envisager un nouveau type de structure trilatérale entre les États-Unis, l'Europe et l'Asie du Nord-Est, pour une meilleure gouvernance et pour défendre les valeurs internationales. Cela pourrait se révéler un moyen de limiter les tensions entre les États d'Asie du Nord-Est et de promouvoir un esprit de coopération, plutôt qu'une politique d'affirmation de soi individuelle, que beaucoup craignent, ou encore la constitution de blocs opposés.

Le mécanisme actuel de coopération trilatérale entre la Chine, le Japon et la Corée doit faire l'objet d'un remaniement constant.

Les trois pays qui composent l'Asie du Nord-Est pourraient également collaborer avec d'autres partenaires. Nouer des liens avec l'Inde et les pays de l'ANASE permettrait aussi de dynamiser les institutions multilatérales et régionales existantes, afin que les conférences régionales comme l'ASEM et l'APEC puissent pleinement remplir leur rôle de catalyseurs de changements et de réformes, et gagner en autorité et en structure pour promouvoir la paix, la stabilité et la croissance économique. Dans cette optique, nous avons besoin de dirigeants politiques alliant sagesse, clairvoyance, vision et leadership. Nous, les intellectuels, devons les éduquer et former les dirigeants de demain.

J'espère que la World Policy Conference va poursuivre son action en faveur d'un monde plus ouvert et plus tolérant.